

Entamée avec succès DANS la matinée d'hier

La grève des travailleurs des impôts suspendue

©
D. R.



Longtemps ignorés, il aura fallu aux fonctionnaires des impôts quelques heures de grève pour se faire entendre. Entamé avec succès dans la matinée d'hier (90% de taux de suivi), le mouvement de protestation a été suspendu en faveur d'un courrier express émanant de la Centrale syndicale, invitant le syndicat d'entreprise à une rencontre prévue pour aujourd'hui.

C'est d'ailleurs tout le secrétariat exécutif, à sa tête Kiboua Bilel en sa qualité de SG du syndicat des impôts, qui est sollicité pour "étudier les derniers développements et trouver des solutions aux problèmes rencontrés par les travailleurs des impôts", comme précisé dans la missive adressée au syndicat signée de la main de Hamou Touahria, secrétaire national chargé de l'organique à l'UGTA.

Il s'agit, en fait, selon un membre du syndicat, de discuter les modalités pour mener le dialogue avec la direction. Il explique : "Tout dialogue étant définitivement rompu avec notre direction générale nous mène inéluctablement à désigner une tierce partie pour mener la médiation et l'arbitrage, et cela ne peut être que notre tutelle syndicale." Une rencontre importante, puisqu'elle se présente comme une occasion pour le syndicat de s'imposer comme étant le représentant légal et légitime des travailleurs.

C'est que la présente initiative de la Centrale syndicale vient contredire le contenu du communiqué publié par la direction des impôts le 3 septembre dernier, indiquant que "le secrétaire général de l'UGTA a informé le DG des impôts qu'après le débat des participants qui s'est tenu à la Centrale syndicale, une résolution consensuelle d'annuler les deux procès-verbaux datés respectivement des 14 et 17 mars 2019 a été prise.

Et que, dans le courant du mois de septembre de l'année en cours, une conférence d'élection d'un nouveau syndicat national des travailleurs des impôts sera organisée par la centrale de l'UGTA". Il n'y aurait à présent, selon l'avis du syndicat, "aucun amalgame qui continuerait à être entretenu et ce, même s'il existe en effet un conflit entre le syndicat et la fédération, mais nullement avec la Centrale syndicale".

Notre interlocuteur ira jusqu'à nous confier : "Nous voulons vraiment croire en la bonne foi du SG de l'UGTA qui nous a déjà témoigné son soutien." Il est clair que les responsables du syndicat ont choisi la voie de la sagesse en ces temps difficiles pour le pays, mais non sans laisser planer le spectre de la grève. Celle-ci dépendra des résultats de la rencontre du 17 septembre prochain.

Les fonctionnaires revendiquent, essentiellement, l'élaboration du statut particulier, une nouvelle structuration des DGE, CPI, CDI et l'intégration des contrats pré-emploi à titre exceptionnel ou à titre de recrutement direct. Ils réclament aussi l'augmentation du taux de rendement de 35 à 40% et celle de la prime de rendement destinée pour les wilayas du Sud et du Grand-Sud, ainsi que la création d'une prime de 3% du revenu fiscal distribuée équitablement aux employés.

Nabila Saïdoun